



## Communiqué

### Les retraités continuent le combat : ni nantis, ni privilégiés : en colère !

Les 9 organisations syndicales et associatives de retraités (UCR-CGT, UCR-FO, UNAR-CFTC, UNIR CFE/CGC, FSU-Retraités, FGR-FP, UNIRS-Solidaires, Ensemble et Solidaires-UNRPA, LSR) se sont réunies le 5 novembre au siège de la CFTC.

Elles ont tiré le bilan des journées de mobilisation du mois d'octobre :

- Le 3 octobre, plus de 250 délégués des départements ont rendu compte des résultats de la pétition lancée au début du mois d'avril intitulée : « Le gouvernement et sa majorité présidentielle n'ont rien compris à la colère des retraité(e)s ». Ce texte a recueilli plus de 300 000 signatures (dont 250 000 remises au Premier ministre dans l'Assemblée) et permis de renforcer nos liens avec la population et de mesurer au quotidien la colère et le dégoût qu'éprouvent les retraités. Toutes les délégations ont manifesté leur volonté de poursuivre les mobilisations pour obtenir l'augmentation des pensions et l'abandon de la hausse de la CSG.
- Le 18 octobre, la mobilisation des retraités à travers plus de 120 lieux de manifestations, rassemblements, conférences de presse, a prouvé qu'ils n'acceptent pas que leurs pensions servent à l'ajustement des équilibres budgétaires. Loin de s'essouffler, la participation d'associations de retraités du monde agricole, d'associations de commerçants et d'artisans, du pôle des retraités de la Fonction publique, témoigne de la colère des retraités. Dix-sept millions de personnes voient leurs revenus diminuer inexorablement chaque année ; c'est une aberration au plan économique et social :
  - Au plan économique, l'impact sur la consommation est négatif dans un pays dont l'équilibre repose précisément sur la consommation.
  - Au plan social, c'est la rupture des engagements pris lors de la constitution des régimes de retraite solidaires et intergénérationnels, rupture facteur de déstabilisation de toute la société.

Les 9 organisations ont constaté que le gouvernement et sa majorité s'entêtent : refus de nous recevoir à l'Assemblée nationale, aucune réponse à nos courriers (et toujours aucun ministre en charge du dossier des retraités).

En conséquence, les 9 organisations ont décidé de poursuivre leur activité de défense des retraités sans relâche :

- Nous attendons une réponse du président du groupe parlementaire LREM que nous publierons (ou ferons savoir l'absence de réponse).
- Nous poursuivrons et multiplierons les actions sollicitant les élus de la majorité au cours de la première quinzaine de décembre.
- Nous élargirons ces actions de « guérilla sociale » à tous les élus ayant adopté la mesure de hausse de la CSG et ferons connaître leur position dans tous les lieux publics : marchés, permanences, mairies, carrefours, ronds-points, etc. par tous les moyens : tracts, prises de parole, adresse aux médias.
- Nous lancerons une opération : « Etrences de riches, étrences de retraités » comparant les mesures prises par le gouvernement qui frappent les retraités et celles qui bénéficient aux privilégiés de ce pays,
- Nous saisisons toutes les possibilités de réunir et d'informer la population de ce pays sur la situation faite à 25% d'entre elle : assemblées publiques, colloques et débats.

Sur la région parisienne, nos organisations de l'Ile-de-France préparent d'ores et déjà un rassemblement le 18 décembre à 14 heures devant le ministère des finances au début de décembre afin de présenter nos revendications et d'exprimer la colère qui monte.

Enfin, nos organisations fixeront prochainement la date d'une mobilisation nationale qui aura lieu au début de l'année 2019.

Nous ne sommes ni nantis, ni privilégiés et sommes plus que jamais déterminés à défendre nos droits acquis au cours de nos vies de travail.

Paris, le 12 novembre 2018.

Contact : Didier Hotte (UCR-FO) - 0140528422